

# Cacophonie européenne sur les Balkans occidentaux

[Courrier des Balkans](#) | Par la rédaction | vendredi 18 octobre 2019

**C'est la première fois que la question était directement débattue par les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne. Ces derniers ont discuté durant sept heures de l'ouverture des négociations avec l'Albanie et la Macédoine du Nord, sans parvenir à trouver le moindre consensus. Ce vendredi, les négociations ont été interrompues.**



**La salle du Conseil européen**

*D.R.*

(Avec B92 et RSE) - Une fois de plus, les chefs d'État et de gouvernement des États membres de l'Union européenne ont été incapables de s'entendre sur l'ouverture des négociations avec l'Albanie et la Macédoine du Nord. La séance, qui a duré sept heures, s'est achevée en pleine confusion, faute d'avoir pu dégager une approche commune.

Alors que la grande majorité des États membres étaient pour une ouverture des négociations, l'Espagne, le Danemark et les Pays-Bas voulaient dissocier le sort de l'Albanie et de la Macédoine du Nord en étant favorables à l'ouverture des négociations avec Skopje, mais pas avec Tirana. Au contraire, l'Allemagne, la France et l'Italie défendaient une approche commune pour les deux pays, Berlin et Rome étant favorables à l'ouverture des négociations et Paris y étant hostile.

À un moment, il a été envisagé qu'au lieu d'une décision, le Conseil puisse adopter une résolution, confirmant son engagement. Le projet de texte, dont *Radio Free Europe* a eu connaissance, prévoyait que les dirigeants conviennent qu'[une nouvelle approche du processus d'élargissement](#) était nécessaire, conformément à la demande française, et invitaient la Commission européenne à élaborer une nouvelle

stratégie d'ici janvier 2020. Sur cette base, le Conseil aurait pris une décision avant le Sommet sur les Balkans occidentaux de Zagreb, en mai 2020.

Vingt-cinq pays soutenaient cette approche, mais trois s'y sont opposés – le Danemark et les Pays-Bas qui ne voulaient pas qu'un signal positif soit envoyé à l'Albanie et la France, qui ne voulait prendre aucun engagement sur un futur élargissement.

Faute d'accord lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères, mercredi à Luxembourg, la question de l'élargissement a été, pour la première fois, discutée à un tel niveau politique, et le président du Conseil européen, Donald Tusk, avait décidé d'inscrire la question à l'ordre du jour du Sommet de ce vendredi, avant que les négociations ne soient finalement interrompues.